

Séminaire

Mobilisation du droit en matière migratoire aux frontières de l'Europe

Legal mobilization on migration at European borders

Date du séminaire : Lundi 9 décembre 2024

Lieu du séminaire : ULB, Campus Solbosh, Bâtiment R42
Salle 2.103

<https://www.ulb.be/fr/solbosch/plan-du-campus>

Inscription obligatoire [ICI](#)

Informations : cdps@ulb.be

Programme

12h50-13h10

Café de bienvenue

13h10-13h30

Ouverture

- Julien Pieret (ULB), *L'étude des mobilisations du droit* au Centre droit public et social
- Daniela Trucco (FNRS, ULB), *Enquêter sur les mobilisations du droit aux frontières : questions ouvertes et principaux défis*

13h30-15h10

Première table ronde

Mobilisations (juridiques) autour des morts aux frontières: dialogue à partir de deux ouvrages récemment publiés

- Sophie Klimis (UCLouvain/Saint-Louis-Bruxelles), *Mawda v. Medusa : Donner un visage à la criminalisation des migrants en Europe* (Le Bord de l'Eau, 2024)
- Carolina Kobelinsky (CNRS, Paris Nanterre) et Filippo Furri (ICM, Paris), *Relier les rives. Sur les traces des morts en Méditerranée* (La Découverte, 2024)

Avec la participation de Me Jacques Fierens, avocat de l'association « Défense des Enfants International Belgique » (DEI) dans le cadre d'une action d'intérêt collectif.

Discussion assurée par Daniela Trucco (FNRS, ULB) et Mathilde Du Jardin (ULB)

15h10-15h30

Pause-café

15h30-18.00

Deuxième table ronde

Démanteler la maison du maître avec les outils du maître?
Études de cas sur la mobilisation du droit aux frontières
européennes

Dismantling the master's house with the master's tools? Case studies on legal mobilization at European borders

- Caroline Leclercq (ULB/UCLouvain) *Le renforcement de frontières mouvantes comme obstacles à l'asile spontané*
- Federico Alagna (SNS Florence), *Sea rescue organisations mobilising the law : an overview*
- Laura Salzano (Univ. Barcelona/KU Leuven), *The Schrödinger's Article 38 of Spanish asylum law 12/2009 : the cat is alive !?*
- Annalisa Lendaro (CNRS, Univ. Toulouse), *Faire de la recherche sur et avec les juristes engagés aux frontières : réflexions à partir d'un projet collectif*
- Sophie Djigo (Univ. Lille), *Droits des personnes en exil : faire avec ou sans l'Etat ?*

Modération assurée par Daniela Trucco (FNRS, ULB) et Carla Mascia (ULB)

Argumentaire

Le rétrécissement des voies légales d'entrée, séjour et asile en Europe, les effets de plus en plus violents des contrôles aux frontières, la criminalisation croissante de l'aide aux personnes en situation dite irrégulière sont autant de facteurs qui poussent les organisations de la société civile à se tourner vers l'arme du droit en faisant appel aux institutions judiciaires.

Le contentieux en matière migratoire ne cesse de croître, à l'initiative souvent d'acteurs associatifs qui l'utilisent parfois de manière "stratégique" dans le but de promouvoir un changement généralisé de normes ou de pratiques.

Plus largement, le droit pénètre de plus en plus dans les savoirs, les discours et les revendications de ces acteurs, modifiant profondément les modes de l'action collective et parfois les trajectoires mêmes des personnes engagées. Cette montée du droit pourrait pourtant paraître improbable ou paradoxale, telle est l'asymétrie entre les parts en cause : les étrangers "irrégularisés" d'une part, l'Etat de l'autre.

Aux obstacles qui se posent à toute mobilisation du droit en matière migratoire s'ajoute d'ailleurs une série de difficultés propres aux zones frontalières : la juxtaposition de différentes juridictions, la superposition parfois contradictoire de branches distinctes du droit, l'existence de plusieurs dérogations en raison de la "zone frontalière"...

Dans ce brouillard normatif qui se rapproche tantôt de l'état d'exception tantôt d'un certain pluralisme juridique, l'accès des personnes exilées aux instances du droit et la redevabilité des institutions concernées sont loin d'être établis.

A partir de la discussion de cas pratiques et judiciaires dont l'actualité est aussi brûlante que tristement violente, le séminaire vise à ouvrir des dialogues interdisciplinaires et des pistes de comparaison internationale autour de ce retournement (im)possible de l'arme du droit contre les effets meurtriers des politiques migratoires aux frontières européennes.

L'après-midi réunira des juristes, des sociologues, des politistes et des philosophes travaillant sur différents terrains européens (Italie, France, Belgique, Espagne entre autres) ainsi que des praticiennes et praticiens du droit et des actrices et acteurs associatifs.

La langue de travail principale sera le français mais certaines interventions seront en anglais et la discussion pourra donc se dérouler dans les deux langues.

Rationale

The narrowing of legal avenues for entry, residence and asylum in Europe, the increasingly violent effects of border controls, and the growing criminalization of assistance to people in so-called irregular situations are all factors driving civil society organizations to turn to the weapon of the law by appealing to judicial institutions.

Litigation in the field of migration is on the increase, often at the initiative of associations who use it "strategically" to promote widespread change in standards and practices.

More broadly speaking, the law is penetrating more and more into the knowledge, discourse and claims of these players, profoundly modifying the modes of collective action and sometimes the very trajectories of the people involved.

Yet this rise of the law might seem improbable or paradoxical, given the asymmetry between the parties involved: the "irregularized" foreigners on the one hand, and the State on the other.

In addition to the obstacles to any mobilization of the law in migration matters, there are a series of difficulties specific to border areas: the juxtaposition of different jurisdictions, the sometimes-contradictory superposition of distinct branches of law, the existence of several derogations due to the "border zone" ...

In this normative haze, which at times resembles a state of exception and at others a degree of legal pluralism, exiles' access to the law and the accountability of the institutions concerned are far from established.

Based on the discussion of practical and judicial cases whose news is as vivid as it is sadly violent, the seminar aims to open up interdisciplinary dialogues and avenues of international comparison around this (im)possible reversal of the weapon of law against the murderous effects of migration policies at European borders.

The afternoon will bring together jurists, sociologists, political scientists and philosophers working in various European fields (Italy, France, Belgium, Spain, among others), as well as legal practitioners and associative actors.

The main working language will be French, but some speeches will be in English, so discussion can take place in both languages.

Les intervenant-es (par ordre alphabétique)

- Federico Alagna est chercheur postdoctoral en science politique et sociologie politique à la faculté des sciences politiques et sociales de la Scuola Normale Superiore et professeur adjoint de sciences politiques à l'université de Bologne. Ses recherches portent sur les politiques migratoires dans l'UE et en Italie, avec une référence spécifique au régime politique du trafic de migrants, au rôle des acteurs de la société civile dans la production de politiques migratoires à partir de la base, à la criminalisation des personnes en déplacement et aux initiatives de solidarité. Il est l'auteur de *Migrant Smuggling and the Criminalisation of Migration in the EU* (Palgrave Macmillan, 2024) et a publié des articles dans des revues scientifiques à comité de lecture telles que *European Journal on Criminal Policy and Research*, *Geopolitics*, *Journal of European Integration*, *International Migration*, *Mediterranean Politics* et *The Annals of the American Academy of Political Science*. Il est un activiste politique dans les domaines de la migration et du municipalisme et a également été maire adjoint pour la culture et l'éducation publique de la ville de Messine, en Sicile.
- Sophie Djigo est philosophe de terrain et militante, professeure en Première supérieure, chercheuse à l'Institut Convergences Migrations de Paris et à l'unité mixte de recherche STL - Savoirs, Textes, Langage de l'Université de Lille. Elle a fondé en 2018 *Migraction59*, collectif d'hébergement citoyen des exilés en transit à Calais. Spécialiste d'éthique et de philosophie sociale, elle a notamment publié *Les migrants de Calais* (Agone, 2016), *Aux frontières de la démocratie* (le Bord de l'Eau, 2019), *Des philosophes sur le terrain*, (co-écrit avec C. Vollaire, O. Razac et I. Delpla, Créaphis, 2022), « Penser avec la frontière » avec le photographe Bastien Deschamps, (*D'une rive à l'autre*, 2024). Ses recherches actuelles portent sur les pratiques d'hospitalité et les solidarités.
- Mathilde Du Jardin est doctorante en criminologie à l'Université libre de Bruxelles, membre du centre de recherche Pénalité, Sécurité & Déviances depuis 2021. Elle travaille sur la criminalisation de la solidarité avec les personnes sans-papiers en tant que continuum de la criminalisation de la migration depuis 2019. Sa thèse porte sur les frontières humanitaires en ce qui concerne les franchissements illégaux des frontières dans la lignée des *Critical Border Studies*. Elle est familière avec les méthodes de recherche qualitative puisqu'elle a mené une ethnographie à la frontière franco-belge. Mathilde Du Jardin est active sur le terrain en général et travaille également avec le secteur associatif à Bruxelles. Elle est notamment impliquée dans la coalition MOVE et se rend dans les centres de détention de l'administration pour apporter une aide sociale et juridique aux personnes détenues. Enfin, elle se présente comme une chercheuse activiste.
- Filippo Furri est chercheur en anthropologie et membre de l'Institut français de coopération sur les migrations. Il travaille depuis 2012 sur la question des personnes décédées ou disparues en migration, à la fois en étudiant l'évolution des dispositifs de médecine légale au niveau national et en soutenant les familles et les organisations de la société civile dans leurs recherches. Il a participé aux programmes de recherche MECMI *Deaths in the context of migration* et MOCOMI *Covid-deaths in Migration*. Il est membre du réseau

Migreurop et de la coalition Boats4people, et a collaboré sur ces questions avec Forensic Oceanography/Border Forensics, Euromed Droits, Last Rights et le Comité international de la Croix-Rouge.

- Sophie Klimis est une philosophe et historienne de la philosophie belge. Elle est professeur à l'Université Saint-Louis - Bruxelles depuis 2015. Elle a également été professeure invitée à l'Université de Lausanne, à l'Université libre de Bruxelles, à l'Université Paris-Diderot et à l'Université d'Ottawa. Spécialiste de la philosophie antique et de l'œuvre du philosophe Cornelius Castoriadis, ses recherches se situent au croisement de la philosophie politique, de la philosophie antique et de l'esthétique. Membre du conseil d'administration de l'Association Castoriadis de Paris, cofondatrice du Groupe de Recherches Castoriadis et des Journées Castoriadis à l'USL-B en 2005, elle a coédité les Cahiers Castoriadis (8 volumes parus) et est membre du Séminaire interdisciplinaire d'Etudes Juridiques (SIEJ) à l'USL-B. Parmi ses publications les plus importantes : *Penser, délibérer, juger : pour une philosophie de la justice en actes*, Louvain-La-Neuve, 2018 ; *Le penser en travail*, Castoriadis et le labyrinthe de la création grecque, 2020 ; *Mawda v. Medusa, donner un visage à la criminalisation des migrants en Europe*, Le Bord de l'Eau, 2024.
- Carolina Kobelinsky est chargée de recherche au CNRS en anthropologie. Après avoir travaillé sur le traitement des demandeurs d'asile en France, à partir d'une ethnographie de l'attente dans les centres d'accueil et d'une étude sur les pratiques de jugement à la Cour nationale du droit d'asile, ses recherches actuelles portent sur les morts aux frontières de l'Europe. Elle s'interroge sur le devenir de ces morts « étrangères », souvent « inconnues », ainsi que sur les imaginaires de la mort de ceux qui

franchissent la frontière. Par une approche ethnographique, Carolina Kobelinsky étudie la gestion des corps retrouvés aux frontières sud de l'Europe (Espagne, Italie) et explore les récits de mort à la frontière de migrants se préparant ou ayant déjà réussi à franchir la frontière. Ce faisant, l'étude propose une réflexion sur la violence du régime contemporain des frontières et repense le sens de la migration comme risque de mort.

- Caroline Leclercq est titulaire d'un master en droit de l'UCLouvain et d'un master de spécialisation en droit européen de l'Institut d'études européennes de l'ULB. Elle a travaillé au sein du réseau académique Odysseus et a été assistante pour l'Equality Law Clinic et la Refugee Law Clinic de l'ULB. Elle a ensuite travaillé comme juriste à l'Association pour les droits des étrangers (ADDE). Actuellement, Caroline poursuit un doctorat sur la réinstallation des réfugiés sous la supervision de Philippe De Bruycker (ULB) et Sylvie Saroléa (UCLouvain). Elle est également membre du conseil d'administration de l'ADDE. Ses recherches portent sur la sélection des réfugiés en vue de leur réinstallation dans l'Union européenne, et plus particulièrement en Belgique. L'objectif est d'étudier comment se déroule le processus de sélection des réfugiés pour la réinstallation et comment les droits fondamentaux et les droits de l'homme pourraient servir de cadre en l'absence d'instruments juridiquement contraignants directement liés à la réinstallation.
- Annalisa Lendaro est chargée de recherche en sociologie politique au CNRS. Elle s'intéresse principalement aux politiques migratoires, à leur application aux territoires frontaliers et à leurs effets sur les personnes exilées, ainsi que sur les demandeurs d'asile et les mineurs non accompagnés. Elle a coordonné le projet collectif DisPow financé par l'Agence Nationale de la Recherche (2018-

2022), qui a étudié les formes et les effets du pouvoir discrétionnaire de l'État à trois frontières françaises : la frontière franco-britannique, la frontière franco-italienne et la frontière basque. En se concentrant sur les controverses sociojuridiques entourant la gestion des frontières en France et sur les usages concrets du droit aux frontières, le projet a permis de mieux comprendre comment le droit peut être utilisé, par qui, dans quelles conditions et avec quels résultats, et comment la mobilisation juridique affecte les mouvements sociaux. Parmi ses articles récents : « Justice in the Jungle : Litigation and Judicial Violence in Calais Refugee Camps at the French-UK Border » (American Behavioral Scientist, 2023) et « Défendre les "délinquant·e·s solidaires" ». Quelles sont les limites de l'engagement des avocat·e·s de la cause des étranger·e·s ? » (Droit et société, 2021). Elle a également coordonné les ouvrages collectifs Gouverner les exilés aux frontières. Pouvoir discrétionnaire et résistances (Ed. du Croquant, 2024) et Le pouvoir discrétionnaire en pratique(s) (LGDJ, à paraître 2024).

- Carla Mascia est chargée de cours en sociologie à l'Université Libre de Bruxelles et membre du GERME (ULB). Ses recherches portent sur la mise en oeuvre des politiques migratoires et sur l'accès aux droits de la part des personnes migrantes et des minorités ethniques.
- Laura Salzano est une avocate italienne spécialisée en droit européen et droit européen de l'immigration. Elle est titulaire d'un master en droit, d'une spécialisation LLM en droit européen et d'un diplôme d'études européennes avancées. Elle poursuit actuellement un doctorat en droit européen à l'université de Barcelone, où elle étudie le régime de responsabilité de Frontex au regard du droit européen. Elle est également chargée de cours en droit européen et international à l'université de Barcelone et à l'université Blanquerna.

Elle a travaillé comme conseillère politique au Parlement européen et comme consultante au Conseil de l'Europe. Elle collabore également avec différentes ONG impliquées dans des opérations de recherche et de sauvetage et s'engage dans des litiges stratégiques pour lutter contre la violence frontalière et ouvrir des voies légales vers l'Espagne.

- Daniela Trucco est chargée de recherche FNRS en droit et mouvements sociaux au Centre de droit public et social. Dans ce cadre, elle mène une étude ethnographique visant à mieux comprendre la variété des actions et des attitudes face à la question migratoire dans les zones frontalières, en se concentrant sur la relation entre les acteurs et le droit et en comparant deux études de cas ciblées : la frontière franco-italienne dans les Alpes Maritimes et la partie plus septentrionale de la frontière franco-belge. Son projet combine une analyse des opportunités juridiques avec une perspective plus subjective en termes de conscience juridique. Titulaire d'un doctorat en science politique des universités de Gênes (Italie) et de Nice (France), Daniela Trucco est un ancien membre de l'École française de Rome et chercheure associée à l'Institut Convergences Migrations (ICM). Ses recherches portent sur le droit et les politiques en matière de migration et de nationalité en Europe.

Speakers (in alphabetical order)

- Federico Alagna is a post-doctoral research fellow in Political Science and Political Sociology in the Faculty of Political and Social Sciences at the Scuola Normale Superiore and adjunct professor of Political Science at the University of Bologna. His research focuses on the politics of migration in the EU and Italy, with specific reference to the migrant smuggling policy regime, the role of civil society actors in the production of migration policies from below, the criminalisation of people on the move and solidarity initiatives. He is the author of *Migrant Smuggling and the Criminalisation of Migration in the EU* (Palgrave Macmillan, 2024) and has published in peer-reviewed scholarly journals such as the *European Journal on Criminal Policy and Research*, *Geopolitics*, *Journal of European Integration*, *International Migration*, *Mediterranean Politics* and *The Annals of the American Academy of Political Science*. He is a political activist in the fields of migration and municipalism and has also previously served as Deputy-Mayor for Culture and Public Education of the City of Messina, Sicily.
- Sophie Djigo is a field philosopher and activist, professor in Première supérieure, researcher at the French Collaborative Institute on Migrations and the STL - Savoirs, Textes, Langage research unit at the University of Lille. In 2018, she founded Migraction59, a civic housing collective for exiles in transit in Calais. A specialist in ethics and social philosophy, her publications include *Les migrants de Calais* (Agone, 2016), *Aux frontières de la démocratie (le Bord de l'Eau, 2019)*, *Des philosophes sur le terrain*, (co-authored with C. Vollaire, O. Razac and I. Delpla, Créaphis, 2022), “Penser avec la frontière” with photographer Bastien Deschamps, (*D'une rive à l'autre*, 2024). Her current research focuses on practices of hospitality and solidarity.
- Mathilde Du Jardin is a PhD candidate in Criminology at the Université libre de Bruxelles, member of the research centre Pénalité, Sécurité & Déviances since 2021. She has been working on the criminalisation of solidarity with undocumented people as a continuum of the criminalisation of migration since 2019. Her thesis is about the humanitarian boundaries with regard to illegalised border crossings in line with the Critical Border Studies. She is familiar with qualitative research methods as she conducted an ethnography at the French-Belgian border. Mathilde Du Jardin is active in the field in general, also working with the non-profit sector in Brussels. In particular, she is involved in the MOVE Coalition and visits administration detention centres to provide social and legal aid to people detained. Finally, she presents herself as an activist researcher
- Filippo Furri is a researcher in anthropology and fellow of the French Collaborative Institutes on Migrations. He has been working since 2012 on the issue of people who have died or gone missing in migration, both by studying the evolution of forensic medicine arrangements at national level and by supporting families and civil society organizations in their research. He has taken part in the MECMI Deaths in the context of migration and MOCOMI Covid-deaths in Migration research programmes. He is a member of the Migreurop network and the Boats4people coalition, and has collaborated on these issues with Forensic Oceanography/Border Forensics, Euromed Droits, Last Rights and the International Committee of the Red Cross.

- Sophie Klimis is a Belgian philosopher and historian of philosophy. She has been a professor at the Université Saint-Louis - Brussels since 2015. She has also been a visiting professor at the University of Lausanne, the Free University of Brussels, the University of Paris-Diderot and the University of Ottawa. A specialist in ancient philosophy and the work of the philosopher Cornelius Castoriadis, her research lies at the crossroads of political philosophy, ancient philosophy and aesthetics. She is a member of the Board of Directors of the Association Castoriadis de Paris, co-founded the Groupe de Recherches Castoriadis, as well as the Castoriadis Days at USL-B in 2005, and co-edited the Cahiers Castoriadis (8 volumes published). She is also a member of the Séminaire interdisciplinaire d'Etudes Juridiques (SIEJ) at USL-B. Among her most important publications: *Penser, délibérer, juger: pour une philosophie de la justice en actes*, Louvain-La-Neuve, 2018; *Le penser en travail, Castoriadis et le labyrinthe de la création grecque*, 2020; *Mawda v. Medusa, donner un visage à la criminalisation des migrants en Europe*, Le Bord de l'Eau, 2024.
- Carolina Kobelinsky is CNRS Research Fellow in Anthropology. After having worked on the treatment of asylum seekers in France, based on an ethnography of waiting in asylum reception centres and a study on judgement practices at the National Court for Right of Asylum, her current research concerns deaths at the borders of Europe. She investigates the future of these “foreign” deaths, often “unknown”, as well as the the imaginations of death of those who cross the border. Using an ethnographic approach, Carolina Kobelinksy studies the management of bodies found at the Southern borders of Europe (Spain, Italy) and explores accounts of death at the border from migrants preparing or having already succeeded at crossing the border. In doing so, the study proposes a reflection on

the violence of the contemporary regime of borders and rethinks the meaning of migration as a death risk.

- Caroline Leclercq holds a master's degree in law from UCLouvain and a specialized master's in European law from ULB's Institute for European Studies. She has worked with the Odysseus academic network, served as an assistant for ULB's Equality Law Clinic and Refugee Law Clinic, and worked as a legal expert at the Association for the Rights of Foreigners (ADDE). Currently, Caroline is pursuing a Ph.D. on refugee resettlement under the supervision of Philippe De Bruycker (ULB) and Sylvie Saroléa (UCLouvain). She is also a board member of ADDE. Her research focuses on the selection of refugees for resettlement in Europe, and more specifically in Belgium. The aim is to study how the process of selecting refugees for resettlement is carried out and how fundamental and human rights could serve as a framework in the absence of legally binding instruments directly linked to resettlement.
- Annalisa Lendaro is a research fellow in political sociology at the CNRS. Her main interests are migration policies, their application to border territories and their effects on exiled persons, and on asylum seekers and unaccompanied minors. She coordinated the collective project DisPow funded by the French ANR (2018-2022), which studied the forms and effects of state discretionary power at three French borders: the Franco-British border, the Franco-Italian border, and the Basque border. Focusing on the socio-legal controversies surrounding border management in France and on the concrete uses of the law at borders, the project furthered our understanding on how the law can be used, by whom, under what conditions, and with what results, and on how legal mobilization

affects social movements. Recent articles include: « Justice in the Jungle: Litigation and Judicial Violence in Calais Refugee Camps at the French-UK Border » (American Behavioral Scientist, 2023) et « Défendre les “délinquant·e·s solidaires” ». Quelles sont les limites de l’engagement des avocat·e·s de la cause des étranger·e·s ? » (Droit et société, 2021). She is also editor of collective works Gouverner les exilés aux frontières. Pouvoir discrétionnaire et résistances (Ed. du Croquant, 2024) et Le pouvoir discrétionnaire en pratique(s) (LGDJ, à paraître 2024).

- Carla Mascia is a teaching assistant at the Université Libre de Bruxelles and she is affiliated to the GERME (ULB). Her research focuses on the street-level implementation of migration policies, as well as issues related to access to rights for migrants and ethnic minorities.
- Laura Salzano is an Italian lawyer, specialized in EU Law and EU Migration Law. She holds a master's degree in law, an LLM in EU Law and a Diploma in Advanced European Studies. Currently, she is pursuing a PhD in EU Law at the University of Barcelona where she investigates Frontex responsibility regime under EU Law. She is also a lecturer of EU and International law at the University of Barcelona and Blanquerna University. Her previous working experience includes serving as a policy adviser at the European Parliament, and as a consultant at the Council of Europe. She also collaborates with different NGOs involved in search and rescue operations and engaging in strategic litigation to fight border violence and open legal pathways to Spain.
- Daniela Trucco is a FNRS research fellow in Law and Social Movements at the Centre for Public and Social Law. In this context,

she is conducting an ethnographic study aimed at gaining a better understanding of the variety of actions and attitudes towards the issue of migration in border areas, focusing on the relationship between the players and the law and comparing two targeted case studies: the Franco-Italian border in the Alpes Maritimes and the more northerly portion of the Franco-Belgian border. Her project combines a legal opportunities framework with a more subjective perspective in terms of legal consciousness. Holding a PhD in political science from the Universities of Genoa (Italy) and Nice (France), Daniela Trucco is a former member of the Ecole française de Rome and a fellow researcher at the French Collaborative Institute on Migrations (ICM). Her research focuses on migration and nationality law and policy in Europe.